

**Institutions économiques et croissance économique au Sénégal : une
approche par le modèle ARDL**

**Economic Institutions and Economic Growth in Senegal: An Approach
Using the ARDL Model**

DRAMANI Latif

Enseignant chercheur

Université Iba Der THIAM de Thiès- UIDT, Sénégal

Centre de Recherche en Économie et Finances Appliquées de Thiès (CREFAT)

Consortium Régional de Recherche en Économie Générationnelle (CREG)

GUIDIME Camille Detondji

Enseignant chercheur

Université de Parakou, Bénin.

Laboratoire de Recherche en Économie et Gestion (LAREG)

Consortium Régional de Recherche en Économie Générationnelle (CREG)

GUEYE Mansour

Doctorant

Université Iba Der THIAM de Thiès-UIDT, Sénégal.

Centre de Recherche en Économie et Finances Appliquées de Thiès (CREFAT)

Date de soumission : 31/10/2025

Date d'acceptation : 02/12/2025

Pour citer cet article :

DRAMANI. L. & AL. (2025) « Institutions économiques et croissance économique au Sénégal : une approche par le modèle ARDL », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 12 » pp : 239- 266.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de ce papier est de ressortir les incidences des institutions économiques sur la croissance économique au Sénégal allant de la période de 1996 - 2023. Nous utilisons le modèle ARDL pour analyser le lien entre qualité des institutions économiques et croissance économique. Cette méthode Autorégressif à Retard échelonné ou distribué nous a permis de voir les dynamiques de court et de long terme des variables d'intérêt à savoir l'institution privée ou droits de propriété et l'institution publique ou qualité de régulation. Les résultats de l'analyse empirique conduisent à conclure que les institutions publiques influencent positivement la croissance économique à court terme mais à long terme son effet reste mitigé. Les institutions privées influencent positivement la croissance économique du Sénégal entre 1996-2023. Mais son effet est plus significatif dans le long terme que le court terme.

Mots clés : institutions économiques ; institution privée ; institution publique ; croissance économique.

JEL

Abstract

The objective of this paper is to highlight the impact of economic institutions on economic growth in Senegal over the period 1996-2023. We use the ARDL model to analyse the link between the quality of economic institutions and economic growth. This Staggered Lag Autoregressive or distributed method allows us to see the short- and long-run dynamics of the variables of interest, i.e. the private institution or property rights and the public institution or regulatory quality. The results of the empirical analysis lead us to conclude that public institutions have a positive influence in the short term, but in the long term their effect is mitigated. Private institutions have a positive influence on economic growth in Senegal between 1996 and 2023. But their effect is more significant in the long term than in the short term.

Keywords : economic institutions ; private institutions ; public institutions ; economic growth.

Subject classification codes :

Introduction

« L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions » Barack OBAMA

« Les lois et les institutions sont comme des horloges ; de temps en temps il faut savoir les arrêter, les nettoyer, les huiler et les mettre à l'heure juste » Lord Byron

Les politiques de développement préconisées par le consensus de Washington ont montré leurs limites dès le début des années 1990 et la réflexion s'est dès lors recentrée sur les facteurs institutionnels considérés de plus en plus comme étant la cible prioritaire des politiques d'aide au développement. En effet, les institutions jouent un rôle vital dans le développement et la croissance économiques (Edison, 2003). Depuis 1990, la qualité des institutions fait l'objet de plusieurs travaux théoriques et empiriques dont les résultats présentent à la fois des ressemblances et des dissemblances, suscitant ainsi d'autres réflexions pour mesurer l'impact réel de la qualité des institutions sur la croissance économique.

Dans la littérature théorique et empirique, nous distinguons les institutions politiques et les institutions économiques. Mais dans le cadre de cet article, nous nous intéressons à la qualité des institutions économiques et leur poids sur la croissance économique du Sénégal. Les institutions économiques sont celles qui sont directement liées au coût des affaires, ils sont donc cruciaux pour les investisseurs lors de la prise de décisions d'investissement (Bonal et al, 2015). Dans la littérature, les plus utilisées pour les institutions économiques sont l'application des droits de propriété, le risque d'expropriation, les barrières à l'entrée (Ahlerup & Becker ; et al.2009). Cependant les institutions politiques déterminent la structure politique générale mais ne sont pas directement liées aux pratiques commerciales. Autrement, les institutions économiques traduisent l'ensemble des règles régissant les interactions humaines dans le domaine économique, alors que les institutions politiques définissent ces règles dans le domaine politique (Acemoglu et Robinson, 2012). En effet, dans un pays, il peut exister plusieurs types d'institutions économiques. Rodrik (2005) distingue : les institutions de création de marché (exemple les institutions de droits de propriété), les institutions de régulation du marché (exemple les organismes de régulation) et les institutions de stabilisation du marché (exemple les institutions monétaires et budgétaires et les institutions de légitimation du marché (exemple les institutions de protection et d'assurance sociale). Mais ces dernières années, les institutions de droits de propriété et dans une moindre mesure, les institutions de régulation sont celles qui ont attiré l'attention des économistes dans leurs travaux empiriques. C'est le rôle de la qualité des institutions qui est désormais établi. Les institutions sont utiles en réduisant l'incertitude

(North, 1990) et l'instabilité économique (Zaouli, 2015), en abaissant les coûts de transaction (Javaid et Iftikhar, 2011) et en atténuant les chocs commerciaux.

Si la qualité de la régulation cherche à corriger les défaillances du marché, les droits de propriété s'intéressent à la possession, à l'utilisation, à la jouissance et à la disposition d'un bien, qu'il soit matériel (comme une maison, une voiture ou un terrain) ou immatériel (brevet, licence, création, droits d'auteur...). Ces droits de propriété sont généralement protégés par la loi et permettent au propriétaire de contrôler l'usage de son bien et d'en tirer des bénéfices.

Problématisation du questionnement

Dans le contexte sénégalais, la qualité des institutions souffre d'une faiblesse liée à la gouvernance et à la transparence, à l'inefficacité de l'administration publique et à la fragilité de l'Etat de droit. A cela s'ajoute la forte dépendance du Sénégal à l'aide internationale et aux prêts des institutions financières internationales qui limitent la marge de manœuvre du pays dans l'élaboration des politiques publiques entraînant ainsi un endettement excessif. En effet, l'institution Etat peine à promouvoir une diversification économique durable. Le secteur informel qui représente une part importante de l'économie, échappe largement au contrôle, à la taxation et à la régulation des institutions économiques. En plus, la gestion des ressources naturelles dont dispose le Sénégal pose problème. En effet, les contrats d'exploitation font l'objet de polémique pour leur manque de transparence et leur faible contribution aux finances publiques. Ainsi, la mauvaise répartition des ressources issue de l'exploitation des ressources naturelles pourrait creuser les inégalités sociales.

Pour les droits de propriété, au Sénégal, on assiste à une insécurité foncière liée à des litiges fonciers permanents et la dualité des régimes fonciers caractérisé par un droit foncier moderne codifié et un droit foncier coutumier. Cette situation crée des ambiguïtés juridiques. A cela s'ajoute l'accaparement des terres et la faiblesse du système d'enregistrement et la faible protection des droits de propriété intellectuelle. Ces éléments pourraient constituer un frein à l'investissement et découragent les investissements nationaux comme étrangers.

Eu égard de tous éléments, dans quelle mesure, la qualité des institutions privées et publiques pourrait influencer la croissance économique au Sénégal ?

Notre question de recherche est la suivante : Par quel canal la qualité des institutions économiques influence -t-elle la croissance économique au Sénégal ?

L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'impact de la qualité des institutions économiques sur la croissance économique au Sénégal.

De façon spécifique, il s'agit d'évaluer l'effet de l'application des droits de propriété sur la croissance économique puis d'analyser les effets de la qualité de régulation sur la croissance économique au Sénégal.

Les hypothèses suivantes seront testées :

- L'application des droits de propriété agit favorablement sur la croissance économique du Sénégal par le biais de l'investissement.
- La qualité de régulation stimule la croissance économique dans le court et moyen terme mais dans le long terme elle peut être inefficace.

1. Revue de la littérature (Conceptualisation)

Les institutions économiques définissent les règles régissant les interactions humaines dans le domaine économique, alors que les institutions politiques définissent ces règles dans le domaine politique (Acemoglu et al., 2005a). L'ancrage empirique de la relation entre institutions économiques et croissance économique remonte aux travaux de Mauro (1995), Knack et Keefer (1995), qui mettent en exergue la mesure et le rôle des institutions dans la détermination du taux de croissance économique des pays. Leurs travaux ont suscité nombre d'études empiriques basées sur l'utilisation des techniques de variables instrumentales pour montrer que les pays dotés de bonnes institutions sont ceux qui ont des revenus par tête les plus élevés (Acemoglu et al., 2001). Jerzmanowski (2006) montre que les institutions économiques ont un effet positif et significatif sur la croissance économique à travers la protection des investisseurs. Olson et al., (1998), Moers (1999), Acemoglu et al., (2002), Johnson et al., (2002), Rodrik (2005), Acemoglu et Johnson (2005), Méon et Weill (2006), Efendic et al., (2011), montrent que de bonnes institutions économiques affectent positivement la croissance économique par le biais de l'adoption et la mise en place des innovations qui stimulent la productivité de l'économie. Chowdhuric-Aziz (1997), Knack et Keefer (1998), Evans et Rauch (1999), Rodrik (2000), Tavarez et Wacziarg (2001), Satyanath (2004, 2007), Hausmann et al., (2004, 2005), Collier (2000), Easterly (2001), Quinn et Wooley (2001), Butkiewicz et Yanikkaya (2006), Klomp et Haan (2009), Knutsen (2012), utilisant les données transversales, montrent qu'à long terme, les institutions économiques impactent positivement la croissance économique.

Dans la même lignée de réflexion, Acemoglu et Robinson (2012) expliquent que la différence des revenus et des niveaux de vie entre les pays riches et les pays pauvres repose sur l'existence des institutions « inclusives » politiques et économiques qui représentent selon eux la clé de prospérité des nations en créant un cercle vertueux d'innovation et d'expansion économique. Méon et Sekkat (2004), indiquent que l'amélioration de la qualité des institutions aux pays

MENA entraînera une augmentation des entrées d'IDE et des exportations de produits manufacturés et permettra, aussi, la participation de ces pays dans l'économie mondiale.

Knack et Keefer (1997) affirment l'existence d'une relation positive entre les différents indicateurs de la qualité institutionnelle (la stabilité politique, la bureaucratie, les droits de propriété) et la performance économique. La qualité des institutions augmente le niveau de la croissance économique notamment à travers leur impact sur les investissements (North et Weingast, 1989, Kormendi et Meguire, 1985, Mauro, 1995, Busse et Hefeker, 2007, Jensen et al., 2012). Les économistes, Rodrick (1999) et Reuveny and Li (2003) estiment, eux, que la qualité des institutions joue un rôle dans la réduction des inégalités de revenus.

Nous retenons de cette revue de la littérature que la qualité des institutions économique a d'une part un impact positif sur la croissance dans le long terme mais d'autre part dans le cadre de certains travaux, cet impact peut – être mitigé voire même insignifiant sur la croissance économique.

2. Statistique Descriptive

2.1. Tableau des statistiques descriptives

```
. summarize PIB Ins_Pub Ins_Priv Dep_Pub Démocratie D_ouv1 ContrlCorup TBS
```

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
PIB	28	1.57e+10	7.47e+09	6.01e+09	3.10e+10
Ins_Pub	28	44.33529	3.14057	37.86408	51.18483
Ins_Priv	28	49.12143	7.777763	40	70
Dep_Pub	28	2.18e+09	1.16e+09	7.27e+08	4.56e+09
Démocratie	28	51.79889	6.382232	37.44076	59.70149
D_ouv1	28	.2945451	.0315031	.2632403	.3838316
ContrlCorup	28	51.24069	8.295976	30.47619	64.55026
TBS	28	.8047518	.1072813	.57	.958

Le tableau de statistique descriptive présente les caractéristiques de diverses variables économiques et institutionnelles basées sur un échantillon de 28 observations, sans données manquantes. Cela permet d'évaluer la dispersion, la moyenne, le minimum et le maximum de chaque variable, offrant une vue d'ensemble des tendances et des variations au cours de la période étudiée.

Produit Intérieur Brut

Le PIB affiche une variabilité significative, avec une moyenne de 1.57E+10 de dollars, un minimum de 6.01E+09 et un maximum de 3.10E+10 dollars. L'écart-type de 7.47E+09 dollars indique que les niveaux de production économique diffèrent sensiblement entre les observations. Cette dispersion peut être due à des fluctuations annuelles de la production ou à des changements structurels dans l'économie.

Institutions publiques

L'institution publique montre une variabilité considérable avec des scores allant de 37,86 à 51.18483 avec une moyenne de 44,34 et un écart-type de 3,14. Cette faible variabilité reflète une réglementation relativement constante. Une bonne qualité de la réglementation peut encourager l'efficacité du marché et l'attraction des investissements étrangers. Ces fluctuations importantes peuvent indiquer des changements dans les politiques publiques ou dans la performance des institutions gouvernementales. L'amélioration de l'institution publique est souvent liée à une meilleure productivité et une meilleure allocation.

Institution Privée

L'institution privée, montre une variabilité assez considérable avec des scores allant de 40 à 70, une moyenne de 49,121 et un écart type 7,777763. Cette assez forte variabilité reflète une efficacité des droits de propriété. Une mise en application des droits de propriété pourrait accroître le PIB. Les droits de propriété stimulent l'investissement direct étranger qui est un moteur de la croissance économique.

Dep_Pub

La dépense publique affiche une variabilité significative, avec une moyenne de $2.18E^{09}$ avec un minimum de $7,27E^{08}$ et un maximum de $4,56E^{09}$ dollars et un écart-type de 1,16. E^{+09} dollars. Cette forte variabilité indique que les dépenses exercent une forte influence sur la croissance économique du PIB.

Démocratie

Le score de démocratie varie légèrement de 37,44 à 59,7, avec une moyenne de 51,79 et un écart-type de 6,38. Cette faible variabilité suggère une stabilité relative dans les mesures démocratiques, reflétant peut-être des niveaux constants de participation politique et de liberté.

Contrôle de la Corruption

La corruption varie significativement entre les observations, avec des scores de 30,47619 à 64,55026, une moyenne de 8,296 et un écart-type de 51,24. Cette dispersion reflète des niveaux de corruption différents qui peuvent avoir un impact sur la confiance des investisseurs et l'efficacité économique. Une faible corruption est généralement associée à une meilleure croissance économique et à une utilisation plus efficace des ressources.

Degré d'ouverture

Le degré d'ouverture varie de 0,263 à 0,384 dollars, avec une moyenne de 0,294 dollars et un écart-type de 0,0315 dollars. Cette variabilité indique des fluctuations dans les niveaux

d'ouverture, qui peuvent être influencées par les politiques gouvernementales, les conditions économiques globales ou l'attractivité de l'économie.

Taux Brut de Scolarisation (TBS)

Le taux brut de scolarisation varie entre 0,57 et 0,958, avec une moyenne de 0,8047 et un écart-type de 0,1073. Ces chiffres indiquent une fluctuation notable du taux de scolarisation au fil du temps, ce qui suggère des différences significatives dans l'accès à l'éducation parmi la population étudiée. La valeur moyenne de 80,47 % reflète une participation majoritaire, mais pas universelle, des enfants en âge d'être scolarisés dans le système éducatif. Les variations peuvent résulter de divers facteurs tels que les politiques éducatives, les infrastructures disponibles, et la sensibilisation aux avantages de l'éducation.

2.2. Test de stationnarité de Dickey-Fuller

Ce test de Dickey-Fuller ou test de racine unitaire est un test statistique qui vise à savoir si une série temporelle est stationnaire ou pas. Au regard des résultats, nous pouvons noter les variables d'intérêts utilisées dans ce modèle sont stationnaires à niveau et les autres variables de contrôle en différence première.

Tableau 1 : Résultats de tests de stationnarité

Variables	Statistique du test ADF			
	Level		Différence 1 ^{ère}	
	Statistique du test	Pvalue	Statistique du test	Pvalue
IPIB	1.342	0.9968	-4.822	0.0000
IInst_Pub	-3.353	0.0127		
LIns_Priv	-2,971	0.0377		
LDémocratie	-1.319	0.6205	-3,111	0.0257
IContrlcorup	-1.597	0.4850	-2.590	0.0007
LDep_Pub	1.338	0.9968	-4.202	0.0000
ID_ouv	1.327	0.9968	-5.460	0.0000
ITBS	-2.847	0.0519	-3.231	0.0182

Source : Auteurs à partir de données de la WDI (2024), WGI (2024)

On pose l'hypothèse suivante :

H_0 = Racine Unitaire (Non stationnaire)

H_1 = Non racine Unitaire (Stationnaire)

Si la valeur de p-value est supérieure à 5% ou si à la valeur de test statistic est supérieur à 5% critical value alors on accepte l'hypothèse H_0 et si c'est inférieur à 5%, on accepte H_1 .

PIB

La valeur de prob = 0,9968 est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable PIB est non stationnaire à niveau.

En différence première, $\text{prob} = 0.0000 < 5\%$ donc le PIB est stationnaire en différence première.

Institution Publique

La valeur de $\text{prob} = 0,0127$ est inférieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_1 : La variable institution publique est stationnaire à niveau.

Institution privée

La valeur de $\text{prob} = 0.0377$ est inférieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_1 : La variable institution privée est stationnaire à niveau.

Démocratie

La valeur de $\text{prob} = 0.6205$ est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable Démocratie est non stationnaire à niveau.

En différence première, $\text{prob} = 0.0257 < 5\%$ donc la démocratie est stationnaire en différence première.

Contrlcorup

La valeur de $\text{prob} = 0.4850$ est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable corruption est non stationnaire à niveau.

En différence première, $\text{prob} = 0.0007 < 5\%$ donc la corruption est stationnaire en différence premier.

Dép_Pub

La valeur de $\text{prob} = 0.9968$ est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable Dep_Pub est non stationnaire à niveau. En différence première, $\text{prob} = 0.0000 < 5\%$ donc la Dépense publique est stationnaire en différence première.

D_ouv

La valeur de $\text{prob} = 0.9968$ est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable D_ouv est non stationnaire à niveau. En différence première, $\text{prob} = 0.0000 < 5\%$ donc la variable D_ouv est stationnaire en différence première.

TBS

La valeur de $\text{prob} = 0.0519$ est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse H_0 : La variable TBS est non stationnaire à niveau.

En différence première, $\text{prob} = 0.0182 < 5\%$ donc le PIB est stationnaire en différence première.

A partir de ces résultats, on constate que les pvalues associées au test de stationnarité des variables institution publique et institution privé sont inférieures au seuil de 5% donc

stationnaires. Les autres variables de contrôle sont toutes supérieures au risque d'erreur de 5%. Par conséquent, on accepte l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire pour chacune des variables correspondantes en niveau. Donc, toutes ces variables ne sont pas stationnaires en niveau. En revanche, les p-values des tests de stationnarité des variables en différence première sont toutes inférieures au risque d'erreur 5%. Chose qui nous pousse à rejeter l'hypothèse nulle de présence de racine unitaire pour chacune des variables correspondantes après une différence première. Elles sont donc stationnaires après une première différenciation, dès lors, sont toutes intégrées d'ordre 1. Partant de ce constat, certaines variables utilisées dans ce modèle sont stationnaires à niveau (variables d'intérêts) et d'autres stationnaires à niveau (variables de contrôle). Par rapport aux résultats, nous avons jugé nécessaire d'utiliser la méthode autorégressive à retard échelonné pour prendre en compte les dynamiques de court et long terme.

3. Méthodologie

Afin d'évaluer l'influence des institutions économiques sur la croissance économique, nous partons du modèle théorique d'Acemoglu repris par Solow (1956), Romer (1986), Lucas (1988) et North (1990). L'ancrage du modèle empirique se trouve dans les travaux de Siddiqui et Masood (2013).

La spécification du modèle s'écrit comme suit :

$$Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 Y_{it-1} + \beta_2 IE_{it} + \beta_3 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Dans cette spécification, la variable Y représente la croissance du PIB réel. La variable IE représente l'ensemble des institutions économiques et la variable X, l'ensemble des variables de contrôle ou des autres variables explicatives. Y_{it-1} représente la variable endogène décalée et

ε_{it} : représente le terme d'erreur.

Notre modèle de base s'est inspiré de celui d'Acemoglu mais se différencie de la spécification. Les institutions économiques sont représentées par l'institution privée et l'institution publique, les variables de contrôle sont représentées par : démocratie, le contrôle de la corruption, le degré d'ouverture, le taux brut de scolarisation et les dépenses publiques.

$$Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 Y_{it-1} + \beta_2 \text{Inst_Pub} + \beta_3 \text{Inst_Priv} + \beta_4 \text{Dém} + \beta_5 \text{TBS} + \beta_6 \text{Corruption} + \beta_7 \text{Douv} + \beta_8 \text{Dep_Pub} + \beta_9 \text{Etat_Droit}_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Y_{it} : représente la production globale de l'économie

Y_{it-1} : représente la variable retardée du PIB d'une année qui pourrait influencer positivement la croissance.

Inst_Pub : l'institution publique renvoie à la qualité de régulation ou de réglementation. Il renvoie à l'efficacité, la légitimité et l'équilibre des mécanismes mis en place pour corriger les défaillances des marchés et garantir un fonctionnement économique stable et équitable. Cette notion s'appuie sur des principes théoriques, des outils institutionnels et des enjeux pratiques.

Inst_Priv : cette variable est aussi appelée droits de propriété. Ils désignent les droits légaux d'un individu ou d'une entité (entreprise, État, etc.) d'utiliser, de contrôler, de transférer et de bénéficier d'un bien (matériel ou immatériel). Ces droits sont fondamentaux dans les systèmes juridiques et économiques, car ils garantissent la sécurité des transactions et encouragent l'investissement.

Corruption : le contrôle de la corruption reflète une perception, il indique dans quelle mesure la puissance publique est au service des intérêts privés et informe sur les phénomènes de « capture » de l'Etat par les élites et les intérêts privés.

Démo : c'est un indicateur qui saisit les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays sont en mesure de participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias.

TBS : Le **taux brut de scolarisation** (TBS) est un indicateur statistique utilisé pour mesurer l'accès à l'éducation dans une population donnée. Il exprime le nombre total d'élèves ou d'étudiants inscrits dans un niveau d'enseignement spécifique (primaire, secondaire, supérieur), quel que soit leur âge, par rapport à la population officiellement scolarisable pour ce niveau. Il permet d'évaluer la capacité d'un système éducatif à couvrir les besoins éducatifs d'une société. C'est un outil essentiel pour évaluer l'offre éducative.

Etat_Droit_t : L'état de droit saisit les perceptions de la mesure dans laquelle les agents ont confiance dans les règles de la société et les respectent, et en particulier la qualité de l'exécution des contrats, des droits de propriété, de la police et des tribunaux, ainsi que la probabilité de la criminalité et de la violence.

Douv : Le degré d'ouverture d'une économie est un indicateur mesurant son intégration aux échanges internationaux. Il reflète la part des échanges de biens et services (exportations et importations) dans l'activité économique totale d'un pays. Cet indicateur est essentiel pour comprendre la dépendance d'une économie à la mondialisation et sa vulnérabilité aux chocs externes.

Dep_Pub : Les dépenses publiques (ou dépenses de l'État) désignent l'ensemble des fonds dépensés par les administrations publiques (État, collectivités locales, sécurité sociale, etc.) pour financer des services publics, des investissements, des aides sociales, ou le remboursement de la dette. Elles jouent un rôle clé dans l'économie et la société, en répondant à des objectifs sociaux, économiques et politiques. Elles sont composées : Dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement, dépenses de transfert, charge de la dette.

Le modèle à estimer s'écrit sous la forme :

$$\text{Log}Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log}Y_{it-1} + \beta_2 \text{log (Inst_Pub}_t) + \beta_3 \text{log (Inst_Priv}_t) + \beta_4 \text{log (Démot}_t) + \beta_5 \text{log (TBS}_t) + \beta_6 \text{log (Corruption}_t) + \beta_7 \text{log (Douv}_t) + \beta_8 \text{log (Dep_Pub}_t) + \beta_8 \text{log (Etat_Droit}_t) + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Certaines données sont issues de la banque mondiale sur la période de temps allant 1996 à 2023 et d'autres données sont extraites de : The Héritage Foundation (Index of Economic Freedom : All Country Scores).

Les résultats issus de l'estimation ARDL :

```
. ardl lPIB lIns_Pub lIns_Priv lDep_Pub lDémocratie lD_ouv1 lTBS lContrlCorup, maxlags(2)
```

```
ARDL(2,2,2,2,2,0,2,2) regression
```

```
Sample:          1998 -          2023          Number of obs   =          26
                  F( 21,          4)         =          2920.14
                  Prob > F                   =          0.0000
                  R-squared                   =          0.9999
                  Adj R-squared               =          0.9996
                  Root MSE                   =          0.0102

Log likelihood = 106.64496
```

	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
lPIB						

L1.	.1758685	.1271564	1.38	0.239	-.1771744	.5289113
L2.	-.3357944	.114606	-2.93	0.043	-.6539917	-.0175971
lIns_Pub						
---	.2949743	.094195	3.13	0.035	.0334469	.5565016
L1.	-.2606487	.0726283	-3.59	0.023	-.4622972	-.0590002
L2.	-.0950667	.0779295	-1.22	0.290	-.3114335	.1213002
lIns_Priv						
---	.4985321	.0901599	5.53	0.005	.2482082	.748856
L1.	.0394729	.0451232	0.87	0.431	-.0858092	.164755
L2.	-.1105006	.0625198	-1.77	0.152	-.2840835	.0630823
lDep_Pub						
---	1.068758	.0595272	17.95	0.000	.9034841	1.234032
L1.	-.2093987	.1200221	-1.74	0.156	-.5426335	.1238361
L2.	.2950083	.0948286	3.11	0.036	.0317219	.5582947
lDémocratie						
---	.3608451	.1750339	2.06	0.108	-.1251269	.8468171
L1.	.7332455	.2264519	3.24	0.032	.1045143	1.361977
L2.	.2642532	.0807064	3.27	0.031	.0401764	.4883301
lD_ouv1						
---	-.7790656	.1776797	-4.38	0.012	-1.272383	-.2857478
lTBS						
---	-.884785	.198578	-4.46	0.011	-1.436126	-.3334439
L1.	.1552726	.1696169	0.92	0.412	-.3156595	.6262046
L2.	.1594406	.1501395	1.06	0.348	-.2574134	.5762946
lContrlCorup						
---	-.3873342	.1012547	-3.83	0.019	-.6684624	-.1062061
L1.	-.3579251	.1191186	-3.00	0.040	-.6886514	-.0271989
L2.	-.2954105	.0947138	-3.12	0.036	-.5583781	-.0324428
_cons						
---	-1.305695	1.871646	-0.70	0.524	-6.502218	3.890828

. matrix list e(lags)

```
e(lags)[1,8]
r1      lPIB      lIns_Pub      lIns_Priv      lDep_Pub      lDémocratie      lD_ouv1
        2          2          2          2          2          0

r1      lTBS      lContrlCorup
        2          2
```

Le R^2 obtenu dans cette régression ARDL est extrêmement élevé ($R^2 = 0.999$), ce qui indique que 99,9 % des variations du PIB sont expliquées par les variables incluses dans le modèle. Cela reflète une très bonne qualité d'ajustement.

IPIB

L1.IPIB: Le coefficient est 0.176 (non significatif avec $p = 0.239$), indiquant que la valeur retardée de lPIB n'a pas d'effet direct sur la valeur courante.

L2.IPIB: Le coefficient est négatif (-0.336) et significatif ($p = 0.043$), suggérant qu'une augmentation du PIB il y a deux périodes réduit le PIB courant. Cela pourrait refléter un effet d'ajustement ou une correction des fluctuations.

IIns-Pub : Valeur contemporaine : Le coefficient (0.295) est significatif ($p = 0.035$). L'effet direct de la qualité de l'institution publique sur le PIB est immédiat.

Valeurs retardées (**L1**) : Le coefficient est négatif (-0.260) et significatif ($p = 0.023$). (**L2**) : le coefficient est négatif ($-0,095$) et non significatif ($p = 0,290$) indiquant que des améliorations dans l'État de droit diminue le PIB après un retard. Cela souligne l'importance des réformes institutionnelles pour une croissance économique durable.

IIns-Priv : valeur contemporaine Le coefficient (0.498) et significatif (0,005), indiquant que les institutions privées ont un effet direct et immédiat sur le PIB. Le respect des droits de propriété est nécessaire pour augmenter le PIB .

valeurs retardées **L1** : le coefficient est positif (0,0395) et non significatif significatif (0,431)
L2 : le coefficient est négatif ($-0,11$) et non significatif (0,152). Ces valeurs retardées confirment en partie l'effet favorable des droits de propriété sur la croissance économique.

IDep-Pub : valeur contemporaine, le coefficient (1,069) et significatif (0,000), indiquant que les dépenses publiques ont un impact très fort et immédiat sur le PIB, soulignant leur rôle dans le soutien de la croissance économique, potentiellement par des investissements dans les infrastructures ou des politiques de relance. Les dépenses publiques jouent un rôle crucial dans la formation du PIB.

valeurs retardées **L₁** : le coefficient est négatif (- 0,209) et non significatif significatif (0,156) **L₂** : le coefficient est négatif (-0,295) et non significatif (0,036). Ces valeurs retardées confirment en partie l'effet favorable des dépenses publiques sur la croissance économique (**L₂**).

IDémocratie : valeur contemporaine , le coefficient est positif (0,360) et non significatif (0,108), indiquant que la démocratie a un effet positif mais mitigé sur le PIB.

valeurs retardées **L₁** : le coefficient est positif (0,733) et significatif (0,032) **L₂** : le coefficient est positif (0,264) et significatif (0,031). Ces valeurs retardées montrent que la démocratie influence positivement la croissance économique du Sénégal.

ID_ouv : valeur contemporaine, le coefficient (-0.779) et significatif (0,012), indiquant que le degré d'ouverture élevé pourrait influencer négativement la croissance économique du PIB. Ce résultat qui paraît un peu contre-intuitif pourrait être analysé sous l'angle du niveau d'ouverture des échanges. Les avantages du commerce extérieur ne sont pas automatiques et les effets de l'ouverture des échanges sur la croissance peuvent différer selon le niveau d'ouverture des échanges. A Court terme ou de façon retardée, il peut exister un lien négatif. Pour son efficacité, l'ouverture commerciale doit s'accompagner de politiques complémentaires visant à améliorer l'accessibilité aux investissements et le capital humain.

ITBS : Valeur contemporaine : Le coefficient est négatif (- 0.885) et significatif ($p = 0.011$), ce qui montre qu'un TBS réduit directement le PIB. Ce résultat contre-intuitif pourrait être expliqué par le manque d'adéquation aux besoins économiques, de sa qualité et éventuellement de la capacité du marché à absorber les compétences produites. Le manque de stratégie cohérente engendre des inefficacités, des coûts improductifs et des déséquilibres socio-économiques. Valeurs retardées : coefficients positifs **L₁**: 0,155 mais Non significatif ($p = 0.412$). **L₂**: positif (0,1594) mais non significatif ($p = 0.348$). Ces deux valeurs retardées montrent que l'influence positive du TBS sur la croissance économique même si elle reste timide.

IContrlCorup (contrôle de la corruption) Valeur contemporaine : Le coefficient est négatif (- 0.387) et significatif ($p = 0.019$), ce qui montre qu'un mauvais contrôle de la corruption réduit directement le PIB. Valeurs retardées : **L₁**: Négatif (-0,357) mais significatif ($p = 0.040$). **L₂**: Négatif (-0,295) significatif ($p = 0.036$), ce qui pourrait indiquer des effets prolongés d'une corruption persistante. Ces deux valeurs retardées confirment l'impact négatif de la corruption sur le PIB qui est statistiquement significatif. Ce qui montre l'effet prolongé et dégradant de la

corruption sur le PIB. Le contrôle de la corruption à moyen et long terme devient un outil indispensable pour accroître le volume du PIB.

Analyse Globale

L'institution publique comme celle privée ont un effet positif, tandis que la corruption a un effet immédiat négatif. Cela souligne l'importance des institutions et du contrôle de la corruption pour une croissance soutenue. L'effet retardé positif des institutions s'explique du fait, qu'elles se construisent avec le temps. Leur impact sur la croissance économique ne peut-être que progressif. Cependant, l'effet de la corruption est direct et sans délai. Ce résultat montre le caractère nocif et dégradant de la corruption sur le PIB.

Les dépenses publiques et les investissements en capital fixe sont des moteurs clés de la croissance, mais les effets prolongés de ces investissements doivent être surveillés. Les dépenses publiques de l'Etat constituent un levier d'intervention de l'Etat pour accroître le volume du PIB. C'est un outil très efficace de création de richesses. Mais qui doit être aussi contrôlé pour réguler le déficit public.

L'importance des termes retardés pour certaines variables (par exemple, taux brut de scolarisation, le degré d'ouverture, démocratie) illustre des effets différés qui nécessitent des stratégies de politique économique à long terme. Donc l'Etat sénégalais doit mettre en place des instruments adéquats pour accompagner les dynamiques retardées pour certains indicateurs dans le long terme.

. ardl lPIB lIns_Pub lIns_Priv lDep_Pub lDémocratie lD_ouv1 lTBS lContrlCorup ,lags(2 2 2 2 2 0 2
 > 2) ec bttest

ARDL(2,2,2,2,2,0,2,2) regression

Sample: 1998 - 2023 Number of obs = 26
 R-squared = 0.9973
 Adj R-squared = 0.9831
 Log likelihood = 106.64496 Root MSE = 0.0102

	D.lPIB	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
ADJ							
lPIB							
L1.		-1.159926	.1439543	-8.06	0.001	-1.559607	-.7602446
LR							
lIns_Pub		-.0523664	.1000915	-0.52	0.628	-.330265	.2255322
lIns_Priv		.3685618	.1224299	3.01	0.040	.028642	.7084816
lDep_Pub		.9952081	.0348827	28.53	0.000	.8983582	1.092058
lDémocratie		1.171061	.3782448	3.10	0.036	.1208848	2.221237
lD_ouv1		-.6716512	.1708172	-3.93	0.017	-1.145916	-.1973866
lTBS		-.4914726	.1193312	-4.12	0.015	-.8227892	-.160156
lContrlCorup		-.8971865	.2824465	-3.18	0.034	-1.681384	-.1129892
SR							
lPIB							
LD.		.3357944	.114606	2.93	0.043	.0175971	.6539917
lIns_Pub							
D1.		.3557154	.0916299	3.88	0.018	.1013099	.6101209
LD.		.0950667	.0779295	1.22	0.290	-.1213002	.3114335
lIns_Priv							
D1.		.0710277	.0728523	0.97	0.385	-.1312427	.2732981
LD.		.1105006	.0625198	1.77	0.152	-.0630823	.2840835
lDep_Pub							
D1.		-.0856096	.120145	-0.71	0.515	-.4191855	.2479662
LD.		-.2950083	.0948286	-3.11	0.036	-.5582947	-.0317219
lDémocratie							
D1.		-.9974987	.2312309	-4.31	0.013	-1.639499	-.3554989
LD.		-.2642532	.0807064	-3.27	0.031	-.4883301	-.0401764
lTBS							
D1.		-.3147131	.1454645	-2.16	0.097	-.7185873	.089161
LD.		-.1594406	.1501395	-1.06	0.348	-.5762946	.2574134
lContrlCorup							
D1.		.6533356	.1931097	3.38	0.028	.1171771	1.189494
LD.		.2954105	.0947138	3.12	0.036	.0324428	.5583781
_cons		-1.305695	1.871646	-0.70	0.524	-6.502218	3.890828

Test de cointégration complémentaire (Bounds Test) pour la validité du modèle ARDL

note: estat bttest has been superseded by estat ectest
 as the prime procedure to test for a levels relationship.
 ([click to run](#))

Pesaran/Shin/Smith (2001) ARDL Bounds Test
 H0: no levels relationship F = 21.636
 t = -8.058

Critical Values (0.1-0.01), F-statistic, Case 3

	[I_0] L_1	[I_1] L_1	[I_0] L_05	[I_1] L_05	[I_0] L_025	[I_1] L_025	[I_0] L_01	[I_1] L_01
k_7	2.03	3.13	2.32	3.50	2.60	3.84	2.96	4.26
accept if F < critical value for I(0) regressors reject if F > critical value for I(1) regressors								

Critical Values (0.1-0.01), t-statistic, Case 3

	[I_0] L_1	[I_1] L_1	[I_0] L_05	[I_1] L_05	[I_0] L_025	[I_1] L_025	[I_0] L_01	[I_1] L_01
k_7	-2.57	-4.23	-2.86	-4.57	-3.13	-4.85	-3.43	-5.19
accept if t > critical value for I(0) regressors reject if t < critical value for I(1) regressors								

k: # of non-deterministic regressors in long-run relationship
 Critical values from Pesaran/Shin/Smith (2001)

4. Analyse et interprétation des résultats

4.1. Composante d'Ajustement (ADJ)

1. PIB

$L_1 = -1.16$ (significatif, $p < 0.05$) : Ce coefficient représente la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Une valeur de -1.159926 signifie que 115,99 % des écarts par rapport à l'équilibre sont corrigés chaque période. C'est une vitesse d'ajustement rapide (valeur négative et > 1 en absolu) qui peut refléter une forte réactivité du PIB face aux chocs. Cette force de rappel assez forte montre également une convergence des variables du modèle.

4.2. Effets de Long Terme (LR)

Les coefficients LR montrent l'effet de chaque variable explicative sur le PIB courant lorsque l'économie converge vers son équilibre.

$Ins_Pub = -0.0524$ (non significatif, $p = 0.628$): Une amélioration de 1 % de la qualité de la régulation entraîne une légère baisse du PIB de 0,0524 % à long terme. Cela montre qu'une régulation continue pourrait dégrader légèrement la croissance du PIB. Dans les pays en développement une forte régulation continue pourrait déservir leur économie. En effet, la régulation a un caractère de mesure protectionniste. Et la littérature économique a montré que les institutions publiques sont efficaces dans un court terme mais sur une longue durée, elle devient inefficace.

$Ins_Priv = 0,3687$ (significatif, $p = 0,040$) : une amélioration de 1% des droits de propriété, entraîne une augmentation de 0,3687% de la croissance du PIB à long terme. Au seuil de 5% , cet impact est fortement significatif. Cela montre le rôle crucial des droits de propriété sur la croissance économique. Les droits de propriété constituent un facteur de croissance économique sur le long terme des pays en voie de développement en particulier le Sénégal.

$IDep_Pub = 0.9952$ (hautement significatif, $p < 0.001$): Une augmentation de 1 % des dépenses publiques augmente le PIB de 0,9952 % à long terme. Cela montre le rôle clé des politiques budgétaires pour stimuler l'économie. Toute amélioration des dépenses publiques suscite des dépenses supplémentaires, qui est source d'emplois, de relance des investissements et de la croissance économique.

$Idémocratie = 1,171061$ (significatif, $p = 0.036$), une augmentation de 1% du niveau de démocratie, entraîne une forte amélioration de la croissance du PIB de 1,171% du PIB sur le long terme. L'effet de la démocratie sur la croissance économique est robuste. La démocratie est un facteur déterminant de la croissance économique au Sénégal. Cet effet fort important de la démocratie est liée souvent à la stabilité politique qui est source d'attraction d'IDE.

IContrlCorup = - 0,8972 (significatif, $p = 0.034$): Une augmentation de 1 % de la corruption réduit le PIB de 0,8972 % à long terme. Cet effet de la corruption est fortement significatif sur la croissance du PIB. La corruption a un effet dégradant de la croissance économique. Elle affaiblit significativement les performances économiques du Sénégal.

IDouv = - 0.672 (significatif, $p = 0.017$): Une augmentation de 1 % de la part de la moyenne des échanges extérieurs dans la richesse produite entraîne dans le long terme, une baisse du PIB de 0,672 % à long terme. Cela montre le caractère nocif à long terme de l'ouverture du Sénégal dans le commerce extérieur. L'augmentation excessive des importations combinée à des exportations assez timides ne cesse de détériorer le volume du PIB. D'où l'importance d'améliorer le volume des exportations.

ITBS = - 0.491 (non significatif, $p = 0.015$): L'effet à long terme du capital humain sur la croissance économique est négatif et significatif. Ce qui paraît un résultat contre-intuitif mais qui pourrait s'expliquer par des effets d'éviction de l'investissement sur l'éducation. Ces inefficacités ou des délais dans la réalisation des bénéfices des investissements dans l'éducation s'expliquent par l'orientation de notre système éducatif qui pose le problème entre l'adéquation formation – emplois mais également la non prise en charge de certains secteurs par l'éducation.

4.3. Effets de Court Terme (SR)

Les coefficients SR capturent les variations immédiates du PIB dues aux changements dans les variables explicatives.

IPIB LD = 0,3357944 (significatif, $p = 0,043$): L'effet retardé d'une période sur le PIB est positif et significatif, suggérant que la dynamique passée du PIB influence fortement la croissance à court terme.

IIns_Pub $D_1 = 0.3557154$ (significatif, $p = 0.018$): À court terme, une augmentation de 1% de la qualité de régulation, améliore la croissance économique du PIB de 0,3557154%. La qualité de régulation a un effet important et très décisif sur la croissance économique dans un court terme. Ce résultat semble confirmer la thèse du protectionnisme qui a des effets positifs dans le court terme mais dans un long terme pourrait être inefficace.

IIns_Priv $D_1 = 0,0710277$ (non significatif, $p = 0,385$): les effets des droits de propriété sur la croissance du PIB sont positifs mais significatifs. Ces résultats montrent que les institutions privées dans un court terme manquent d'efficacité. Les effets des droits de propriété sont positifs dans le court terme mais restent beaucoup plus importants dans le long terme.

IDep_Pub $D_1 = - 0,0856096$ (non significatif, $p = 0,515$): dans le court terme l'effet des dépenses publiques sur le PIB est mitigé. En effet, une hausse de 1% des dépenses publiques

entraîne une légère baisse du PIB. Ce résultat peu contre-intuitif pourrait être expliqué par le caractère frileux des dépenses publiques surtout les dépenses de fonctionnement.

IDemocratie : $D_1 = -0,9974987$ (non significatif, $P = 0,013$) : Dans le court terme, l'effet de la démocratie sur la croissance est négatif. Une augmentation de 1% de la démocratie entraîne une baisse de 0.99% du PIB dans le court terme. Donc l'effet stimulant de la démocratie sur le long terme s'observe dans le long terme.

ITBS : $D_1 = -0,3147131$ (marginale significatif, $P = 0,097$), Dans le court terme, une amélioration du taux brut de scolarisation pourrait entraîner une baisse du taux de scolarisation. Ce résultat paraît contre-intuitif dans l'échantillon étudié mais pourrait s'expliquer par des effets d'éviction.

Icontrlcorup $D_1 = 0,6533356$ (significatif, $P = 0,028$) : Un contrôle amélioré de la corruption peut stimuler directement la croissance, bien que cet effet puisse être moins stable.

Qualité du Modèle

R-squared ($R^2 = 0,9973$) et Adj R-squared (0.9831): Le modèle explique 99,73 % de la variation dans le PIB courant, ce qui est excellent. L'ajustement reste robuste avec un

R^2 ajusté légèrement plus bas. Root MSE (0.0227): L'erreur moyenne quadratique est faible, indiquant une bonne précision des prédictions.

Par ailleurs, l'estimation d'un autre modèle sans l'institution privée ne change pas les tendances du modèle estimé. De la même manière, l'estimation d'un autre modèle à l'absence d'institution publique ne modifie pas radicalement les résultats (voir annexes).

Bounds test : $F = 21,636 > 4,26$

On rejette l'hypothèse nulle de non-cointégration, ce qui confirme une relation stable à long terme entre les variables. Il y a cointégration et les perturbations à court terme finiront par converger vers cette relation stable.

5. Analyse et Discussion des résultats

➤ Pour les institutions publiques

Il ressort de cette étude, que les **institutions publiques**, impactent légèrement et négativement la croissance économique à long terme. Mais cet impact n'est pas significatif. Ces résultats montrent que la régulation continue et aveugle dans les pays en développement, en occurrence le Sénégal, pourrait être inefficace et érode la croissance économique du Sénégal. Cependant à court terme, les institutions publiques impactent positivement la croissance économique. Cet impact est statistiquement significatif au seuil de 5%. A court terme, la qualité de régulation est très efficace et stimule la croissance économique. Ces résultats épousent la théorie économique

sur le commerce international. Au fait, l'application des mesures protectionnistes, dans le court terme pourrait être très efficace mais à moyen et long terme, cette efficacité s'amenuise. D'où l'intérêt, pour les pays en développement de s'ouvrir pour mieux réguler l'activité économique en vue d'atténuer la dégradation de la croissance du PIB, les pays en développement en occurrence le Sénégal. En effet, ces résultats rejoignent ceux trouvés par **Bernard K** qui montrent également, qu'au niveau de certains pays à faible revenu, la qualité de régulation et voix et responsabilité agissent positivement et significativement sur le taux de croissance de l'économie et l'existence d'effet seuil a été mise en exergue sur la qualité de régulation. Dans la même lancée, des auteurs comme **Cabral F.J** et **Youbi.L** ont montré à partir d'un échantillon de 30 pays, estimé par le modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL) par les Pool Mean Group (PMG) sur la période 2002-2020, les résultats montrent que la qualité de régulation, la stabilité politique et l'Etat de droit pourraient influencer positivement la croissance économique via l'investissement. Dans le même sens, **Ekodo.R** dans une étude portant sur un panel de 6 pays de la CEMAC sur la période allant de 1996 à 2020, avec la méthode PSTR (Panel Smoothh Threshold Régression) a montré que la qualité de régulation exerce de manière significative un effet catalyseur entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Cependant, d'autres auteurs comme **Bernard K. Ahou, Alexis Adébayo Odoun-Ifa**, dans Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil, ils ont montré que les indicateurs de gouvernance comme qualité de régulation et Etat de droit, ont globalement une influence négative sur la croissance économique. **Ouidade (2010)** a dans son étude gouvernance et croissance économique aboutit à la conclusion suivante que la qualité de régulation a un impact négatif et non significatif sur la croissance économique. Fadimatou Garga DAMDAM, Charles Alain BITA, Jean Hugues NLOM, ont montré dans leur étude sur l'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : une analyse économétrique avec données de panel, il ressort de cette étude que la variable qualité de réglementation affecte négativement la croissance durable. Elle réduit donc la confiance dans les institutions publiques et les processus politiques, ce qui entrave la démocratie (El Morchid, 2016).

➤ **Pour les institutions privées**

Il ressort également de cette étude, que les **institutions privées**, influencent positivement la croissance du PIB à long terme et court terme. Son influence est statistiquement significative dans le long terme, mais reste mitigée dans le court à court terme. Cette influence significative de l'institution privée sur la croissance économique peut – être expliquée du fait de son

application qui renforce la présence des investissements directs étrangers. L'application des droits de propriété se pose avec acuité pour mieux attirer les investissements directs étrangers en vue d'accroître la production de richesses.

Ces résultats sont en phase avec ceux trouvés par Dramane Abdoulaye dans l'article corruption, droits de propriété et croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. L'auteur en utilisant le modèle VAR en panel, il montre que les droits de propriété favorisent la croissance économique. Ces résultats sont aussi en phase avec North, 1981 selon lui, les bonnes institutions de protection des droits de propriété privée stimulent le développement de l'investissement et une meilleure allocation des ressources économiques. North part d'un constat que l'organisation de l'économie est source de croissance économique. Celle-ci repose sur la création de dispositions institutionnelles et de droits de propriété stimulant l'effort économique individuel. **Besley (1995)**, montre que les droits de propriété constituent des incitations à l'investissement qui favorise la croissance économique. Dans la même lancée, **Acemoglu, Johnson et Robinson (2004)** ont montré dans leurs résultats que les institutions qui garantissent les droits de propriété sont des moteurs essentiels de la croissance économique à long terme ainsi que l'investissement et du développement financier. En revanche, la faiblesse des droits de propriété décourage le réinvestissement du revenu des entreprises. Les travaux de **Lerner (2009)** et **Boldrin et Levine (2009)** sont sceptiques quant à l'effet positif des droits de propriété sur la croissance. En effet **Samuel (2011)** a montré dans ses résultats que l'impact des droits de propriété sur la croissance économique était en fait négatif dans les pays subsahariens. Les analyses empiriques sur le rôle des droits de propriété dans la croissance économique révèlent des résultats mitigés. Les droits de propriété constituent un maillon fort de toute économie florissante. Les droits de propriété privés sont très prisés dans la mesure où les faits stylisés démontrent qu'une forte protection des droits de propriété privés contribue à une forte croissance économique.

Malgré la robustesse des résultats, les données institutionnelles liées aux institutions privées de WGI pourraient ne pas refléter au mieux la réalité macroéconomique du pays. Et le problème de multi colinéarité et d'endogénéité des données pourraient affecter les résultats.

Conclusion et implication de politique économique

La question lancinante de savoir pourquoi certains pays sont plus riches que d'autres demeure une préoccupation centrale des chercheurs. En réponse à cette préoccupation, les auteurs néoclassiques attribuent cet état de fait à la productivité du facteur travail et du facteur capital. D'autres auteurs à l'image de **Schumpeter** accusent le retard énorme de certains pays en termes

de progrès technique. Néanmoins, le débat continue et s'est élargi, apportant d'autres réflexions supplémentaires du côté de la théorie néo-institutionnaliste. Ainsi, ces auteurs considèrent que le cadre institutionnel doit être pris en compte dans l'analyse des variations de croissance et de niveau de développement. En effet, dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont révélé que la qualité des institutions est l'une des causes fondamentales des différences dans les rythmes de croissance des pays (Acemoglu et al., 2001).

C'est dans ce contexte, que cet article se propose d'analyser l'impact de la qualité des institutions économiques sur la croissance économique au Sénégal. Nous avons utilisé le modèle Autorégressif à Retard Echelonné (ARDL). Les résultats montrent qu'à court terme, l'institution publique a un effet positif et statistiquement significatif au seuil de 5% sur la croissance économique et l'effet de l'institution privée sur la croissance économique reste positif mais non significatif. A long terme, l'effet de l'institution publique reste mitigé tandis que l'institution privée influence positivement et significativement la croissance économique du Sénégal sur la période 1996 à 2023.

En gros, au Sénégal, sur la période 1996 à 2023, l'action de l'institution publique stimule la croissance du PIB sur le court terme. Mais à long terme, cette action reste mitigée sur la croissance économique du Sénégal. Pour l'institution privée, son action sur la croissance reste relativement atténuée sur le court terme. Mais dans le long terme, l'institution privée devient un facteur déterminant de la croissance économique. Ces résultats montrent l'importance de la qualité de régulation et des droits de propriété sur la croissance économique du Sénégal, respectivement dans le court et le long terme. Cela implique que la qualité des institutions économiques est favorable à l'augmentation du niveau de croissance au Sénégal. Ce phénomène est observé avec la qualité de régulation dans le court terme et les droits de propriété dans le court et long terme. Ainsi, notre première hypothèse de recherche : « l'application des droits de propriété agit favorablement sur la croissance économique du Sénégal par le biais de l'investissement » est vérifiée et surtout dans le long terme. L'autre hypothèse : « La qualité de régulation stimule la croissance économique dans le court terme mais dans le long terme elle peut être inefficace. » est aussi vérifiée.

Ces résultats obtenus suscitent des implications en termes de politique économique. Sur les institutions publiques, l'Etat du Sénégal est invité à utiliser des réformes allant dans le sens de rendre les institutions publiques plus efficaces. Des incitations institutionnelles sont attendues pour améliorer l'efficacité en passant par la lutte contre la corruption, du renforcement des

capacités institutionnelles et d'une meilleure inclusion des acteurs informels et locaux dans le processus réglementaire.

Pour les droits de propriété, au regard des résultats obtenus, l'Etat sénégalais est invité à renforcer la mise en application des droits de propriété. Une réforme efficace s'impose et nécessite à la fois une volonté politique, une meilleure gouvernance locale et une approche inclusive pour concilier modernité et traditions. L'élaboration d'une politique de sécurité foncière, s'impose pour l'émergence économique promise par la vision 2050.

Au-delà du cadre sénégalais, l'application des droits de propriété et une bonne qualité de régulation dans le contexte sous – régional pourraient aussi favoriser la promotion des institutions inclusives. Ces institutions pourraient limiter l'abus de pouvoir et créer un environnement stable pour les affaires. Il faut des politiques incitatives permettant aux Etats de disposer des institutions politiques et économiques inclusives en vue d'atteindre des hauts niveaux de développement économique.

Malgré ses résultats fort intéressants, cette étude présente aussi des limites puisqu'il est limité dans un contexte sénégalais. Il serait encore plus intéressant d'étendre l'étude dans le cadre d'une union économique comme l'UEMOA ou la CEDEAO. Cette étude comparative et holistique avec une méthodologie de panel ou une autre méthodologie pourrait refléter le mieux l'impact de la qualité des institutions économiques sur la croissance économique. Cette perspective d'étude pourrait rendre les résultats plus robustes et constituer une validité externe des résultats.

Références bibliographiques

- ✚ Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. (2001). The colonial Origins of comparative development: An empirical investigation. *American Economic Review*, 91, 1369–1401.
- ✚ Ben Doudou, M. & Rahali, F. (2018). DÉMOCRATIE, STABILITÉ POLITIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ESTIMATION À PARTIR D'UN MODÈLE EN PANEL DYNAMIQUE. *L'Actualité économique*, 94(1), 55–89. <https://doi.org/10.7202/1065756ar>
L'Actualité économique, Revue d'analyse économique, vol. 94, no 1, mars 2018
- ✚ Daron Acemoglu (Causes profondes de la pauvreté Une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique, *Finances & Développement* Juin 2003
- ✚ DARREAU Philippe, (1993), « Institutions et Croissance Economique selon North »

- ✚ HAMIMED Soumia & MOKHTARI fayçal (2021), Institutions, ouverture commerciale et croissance économique des économies en transition, Revue internationale de la performance économique ISSN : 2661-7161 EISSN :2716-9073 Volume : 04 N° :03 Année :2021 P :104
- ✚ HAUDI A. & DADA I. (2019) « Étude empirique de la relation entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Numéro11 : Décembre 2019 / Volume 4 : numéro 3 » p : 727 - 761
- ✚ KEZE-KOVOUNGBO. J.A. (2024) « Impact de la qualité des institutions sur la croissance économique : cas de la république centrafricaine », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 11 » pp : 474 500.
- ✚ KEZE-KOVOUNGBO. J.A. (2024) « Impact de la qualité des institutions sur la croissance économique : cas de la république centrafricaine », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 11 » pp : 474 500.
- ✚ KONE S. & COULIBALY I. (2024) « L'effet de la bonne gouvernance sur le développement durable dans la ville d'Abidjan : rôle médiateur des technologies de l'information», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 984 – 1007
- ✚ Kouchad, I., & Dinar, B. (2020). Les institutions et la croissance économique : l'indicateur Doing Business et la croissance économique de la région MENA. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 1(3), <https://doi.org/10.5281/zenodo.4282337> Published online: November 20, 2020. Copyright © 2020 – IJAFAME 298-318.
- ✚ KOUCHAD. I & DINAR. B (2022) « La nouvelle économie institutionnelle et la croissance économique : l'état des lieux de la recherche au Maroc », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 5 : Numéro 2 » pp : 719 – 736
- ✚ KOUCHAD. I & DINAR. B (2022) «La nouvelle économie institutionnelle et la croissance économique : l'état des lieux de la recherche au Maroc», Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 2» pp : 719 – 736
- ✚ MAÏGA. I., TRAORÉ. B. (2024) « Croissance économique et système éducatif : cas du Mali », Revue Française d'Économie et de Gestion : « Volume 5 : Numéro 9 » pp : 262-288.
- ✚ MAÏGA. I., TRAORÉ. B. (2024) « Croissance économique et système éducatif : cas du Mali », Revue Française d'Économie et de Gestion : « Volume 5 : Numéro 9 » pp : 262-288.
- ✚ NORTH, D.C. (1971) Institutional change and economic growth. Journal of Economic History

- ✚ OUTHAMI, B., & MAFAMANE, D. (2023). Qualité des institutions et croissance économique : Quelles articulations ? Une analyse théorique et empirique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(6-1), 305-325. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10414539>
- ✚ SALEM, D., & DINAR, B. (2024). Qualité des institutions et croissance économique au Maroc entre 1995 et 2020. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(8), 129-154. <https://doi.org/10.5281/zenodo.13328661>
- ✚ SALOUKA. Y, KANE. Ch S & TIEHI. T N (2023) « Effet de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA », *African Scientific Journal* « Volume 03, Numéro 19 » pp : 558 – 582.
- ✚ Tahar LASSOUED, Arafet HAMIDA & Zouhair HADHEK (2019), « Les effets de la gouvernance sur la croissance économique »

ANNEXES

. dfuller PIB

Dickey-Fuller test for unit root		Number of obs = 27		
Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	1.342	-3.736	-2.994	-2.628

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9968

. dfuller d.PIB

Dickey-Fuller test for unit root		Number of obs = 26		
Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-4.822	-3.743	-2.997	-2.629

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000

. dfuller Ins_Pub

Dickey-Fuller test for unit root		Number of obs = 27		
Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-3.353	-3.736	-2.994	-2.628

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0127

. dfuller Ins_Priv

Dickey-Fuller test for unit root		Number of obs = 27		
Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-2.971	-3.736	-2.994	-2.628

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0377

. dfuller D_ouv1

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 27

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	1.327	-3.736	-2.994	-2.628

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9968

. dfuller d.D_ouv1

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 26

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-5.460	-3.743	-2.997	-2.629

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000

. dfuller TBS

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 27

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-2.847	-3.736	-2.994	-2.628

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0519

. dfuller d.TBS

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 26

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-3.231	-3.743	-2.997	-2.629

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0182

. dfuller ContrlCorup

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 27

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-1.597	-3.736	-2.994	-2.628

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.4850

. dfuller d.ContrlCorup

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 26

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-4.202	-3.743	-2.997	-2.629

Mackinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0007

